

Pôle services vétérinaires  
Service : santé, protection animale et environnement  
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits et  
alimentation animale

Châlons-en-champagne, le 12/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAS TERREENERGY**  
51240 Coupetz

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2024 dans l'établissement SAS TERREENERGY implanté Le Chemin de COUPETZ D4 51320 Faux-Vésigneul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS TERREENERGY
- Le Chemin de COUPETZ D4 51320 Faux-Vésigneul
- Code AIOT : 0005704777
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS TERREENERGY exploite un élevage de bovins à l'engraissement (régime de l'autorisation) et une unité de méthanisation (régime de l'enregistrement), aux lieux-dits « la Neau Varoquier » (lieu-dit 1) et « Le Chemin de Coupetz » (lieu-dit 2).

#### **Références réglementaires :**

- \* Arrêté préfectoral n° 2015 A 90 IC du 25 novembre 2015
- \* Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022 APC 133 IC du 2 août 2022

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fuite dans le milieu

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 2 et 23-I	Demande d'action corrective	3 mois
2	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Stockage de matières entrantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, articles 13 et 30-I	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, articles 34 et 39	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des effluents sont présents dans le milieu naturel avec risque de pollution des sols ou des eaux, par ruissellement ou infiltration.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Collecte et stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 2 et 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] « Effluents d'élevage » : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les eaux usées et les jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes ; [...] »  « Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. »
<b>Constats :</b> Des jus issus d'un stockage de pulpes de betterave pour l'alimentation des animaux, s'écoulent vers un regard d'eaux pluviales, puis un bassin situé à proximité (lieu-dit 2). Les liquides présents dans le bassin de collecte des eaux pluviales situé à proximité, présentent un aspect spumeux. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un bassin d'infiltration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Collecte et stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. [...] »
<b>Constats :</b> Du purin est présent à proximité immédiate de la fumière et de la fosse de stockage des effluents liquides (lieu-dit 1).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Stockage de matières entrantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, articles 13 et 30-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>"Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou pour l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local."</p> <p>"Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  -100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  -50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]"</p>
<p><b>Constats :</b>  Présence dans le milieu naturel, de jus issu d'un stockage d'intrants pour la méthanisation (lieu-dit 1).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Stockage du digestat

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, articles 34 et 39</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.  [...]  Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit. »</p> <p>« Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable. »</p>
<p><b>Constats :</b>  Présence (lieu-dit 2) de  - digestat sur l'herbe, le long de l'une des lagunes de stockage de digestat ;  - flaques au sol (non étanche) au niveau du dispositif de chargement du digestat liquide.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>